

Département de la Guadeloupe

Parc national de la Guadeloupe

**Mission d'AMO pour la valorisation du site naturel protégé Carbet, Habituée, Grand-Étang à
Capesterre-Belle-Eau**

Mission d'assistante à maîtrise d'ouvrage

Marché n° 2023_009

Cahier des charges particulières

OBJET

1.1 Présentation générale

Le présent cahier des charges a pour objet la réalisation d'une prestation intellectuelle d'aide à la décision pour la valorisation et la gestion d'un site naturel protégé situé en cœur du parc national de la Guadeloupe.

Le Parc National de la Guadeloupe et la commune de Capesterre Belle-Eau souhaitent développer le secteur de l'Habituée – Carbet – Grand Étang, par la valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager à travers la mise en place d'un accueil du public le plus adapté et de la gestion et la valorisation des lieux

1.1.1 CONDITIONS DE LA CONSULTATION - FORME DU MARCHÉ ET ALLOTISSEMENT

Il s'agit d'un marché de Prestation Intellectuelle passé en procédure adaptée ouverte (Article R. 2123-1 1°) du Code de la commande publique)

Sauf dérogations spécifiées dans les pièces du marché, les spécifications du CCAG PI en vigueur s'appliquent (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-PI).

S'agissant d'une prestation unique dont les différentes phases doivent être cohérentes, il n'est pas envisagé d'allotir cette étude.

1.1.2 Pièces constitutives du marché

Pièces particulières

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE)
- le présent cahier des charges
- le règlement de consultation
- la décomposition du prix global et forfaitaire

Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres :

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les pièces générales étant réputées connues des entreprises, ces dernières ne seront pas matériellement jointes au marché toutefois elles sont consultables à l'adresse: <http://www.economie.gouv.fr/daj/Cahiers-des-Clauses-Administratives-Generales>.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, les pièces particulières prévalent sur les pièces générales et les pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-avant.

1.2 Contexte

La commune de Capesterre Belle-Eau fait partie des communes de l'aire d'adhésion du Parc national de la Guadeloupe (délibération CM du 18/12/2014). Le renouvellement de l'équipe municipale, en place depuis juin 2020, a redynamisé un projet éco-touristique, sur le secteur de l'Habituée – Carbet – Grand Etang.

Le Parc national de la Guadeloupe est un établissement public en charge de la protection d'espaces naturels reconnus pour leur exception. Chaque parc national a approuvé une charte en Conseil d'État (21/01/2014 pour la Guadeloupe) qui définit le projet du territoire pour quinze ans. Cela concerne les zones coeurs, l'aire maritime adjacente et l'aire d'adhésion. En Guadeloupe, vingt communes ont maintenant adhéré à ce projet collectif en faveur de la protection de la biodiversité et du développement durable du territoire.

Le Parc national signe avec chaque communes adhérentes des conventions d'application de la charte. Les actions identifiées dans ces conventions correspondent aux missions fondamentales du Parc. La réflexion sur le développement éco-touristique du secteur de l'Habituée correspond à une des actions envisagées sur la commune de Capesterre Belle Eau , en lien avec les grands sites touristiques proches des Chutes du Carbet et du Grand Étang classés coeur de Parc.

La volonté municipale et du PNG est de pouvoir faire de l'Habituée un espace de vie pour les habitants, un site de découverte du patrimoine naturel et culturel pour les visiteurs et que cela apporte des retombées économiques sur le secteur. L'enjeu est de conserver le caractère pittoresque de la section et de s'inscrire dans des actions d'écotourisme et de préservation des sites naturels classés coeur de parc national.

Historiquement, ce projet avait déjà fait l'objet d'études et d'échanges depuis maintenant plus de vingt ans. A cet effet, un groupe de travail dédié, multi-acteurs a été recréé pour porter ce projet, décision actée lors du CA du Parc national le 16/07/2020. Une réunion de lancement s'est tenue le 09/12/2020.

L'objectif principal du projet de gestion et de valorisation du patrimoine naturel de l'Habituée consiste à faire du patrimoine un facteur d'attractivité touristique qui créera des retombées économiques. Il peut être décliné plus précisément les objectifs secondaires suivants :

- le soutien à une activité durable ayant des retombées économiques pour le territoire ;
- la valorisation et l'accompagnement des acteurs économiques et associatifs du territoire, qui, par leurs pratiques, contribuent à la préservation ;
- la mise en place d'une économie touristique centrée sur l'accueil par l'habitant, à destination des visiteurs locaux et étrangers ;
- la valorisation et la promotion du patrimoine de la commune.

1.3 Objectif

Voilà maintenant deux décennies que la commune de Capesterre Belle Eau, le Parc national de la Guadeloupe et les partenaires institutionnels souhaitent un développement éco-touristique de cette zone.

Un groupe de travail a été créé à cet effet, sous le pilotage de la commune et l'appui du parc.

La mission attribuée au prestataire sera de proposer des scénarii de structures de gestion la plus adaptée au développement d'un projet économique d'accueil du public, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager de cette zone.

1.4 Mission

La mission comprend trois phases :

- Une phase d'état des lieux
- Une phase d'entretiens approfondis des partenaires, tant institutionnels qu'acteurs économiques sur le site
- Une phase de synthèse de scénarii de mode de gestion, qui intègre l'accompagnement à la mise en œuvre du scénario retenu.

CONDITIONS DE RÉALISATION DE LA MISSION

1.5 Durée du marché et calendrier prévisionnel

La durée du marché est de 12 mois. Le démarrage de l'étude est prévu à la notification du marché. Le candidat précisera dans sa proposition le calendrier prévisionnel qu'il s'engage à respecter pour les trois phases conformément à la durée prévue du marché.

1.6 Détail de la mission

La mission s'articule autour de 3 phases principales.

Phase 1 : Etat des lieux

La mission vise à synthétiser les données mise à disposition par le parc national et les autres acteurs. La liste des documents est présentée dans un document de synthèse. Cette phase de travail doit permettre de synthétiser les différentes opérations engagées au regard des études préexistantes. Cette première phase doit permettre au prestataire d'évaluer les opérations réalisées en force et en faiblesse.

L'objectif de cette phase est d'explorer la totalité des choix envisageables en vue de constituer un véritable outil d'aide à la décision pour orienter les choix de création d'une structure de gestion la plus adaptée.

Cette phase intègre l'identification de partenaires clés à auditer pour compléter les éléments existants. Le livrable de cette phase sera de produire un document pédagogique faisant :

- un état des lieux des études existantes,
- un état de l'avancement des différents projets au regard de leur ambition,
- la liste des freins à la réussite de l'opération,
- la liste des opportunités pour un redémarrage de l'opération,
- la liste des partenaires clés identifiés à auditer pour redynamiser le projet.

Phase 2 : Entretiens approfondis des partenaires

La phase 2 correspond à une phase d'entretiens approfondis avec les partenaires et de concertation avec les acteurs socio-économiques dans le but d'identifier leur intérêt sur ce projet (stratégique, écologique, de protection des milieux, tourisme durable, agrodéveloppement, socio-économique etc), d'identifier le rôle qu'il souhaite jouer dans cette opération (prendre part aux décisions, être observateur, investir, ...), d'identifier la volonté d'implication (projet à court terme, à moyen terme ou à long terme).

La phase d'entretien permettra de déterminer le niveau d'implication de la structure, les attendus de chacun pour la réussite du projet. C'est pour cette raison qu'elle ne se fonde pas sur un unique entretien, mais une méthodologie de consultation du partenaire, à développer, tenant compte de son implication amont à ce dossier. Cette phase intègre une analyse sur les possibilités de participation d'investisseurs publics et privés.

A l'issue de cette phase, la restitution doit pouvoir éclairer les pilotes de l'étude sur les scénarii de partenariats forts permettant de monter une structure fiable économiquement. Lors de cette restitution, les différents scénarii envisageables sont présentés.

Phase 3 : Synthèse de scénarii de mode de gestion

Le prestataire élabore un rendu de sa mission comprenant a minima :

- Une synthèse des entretiens et les orientations qui en ressortent,
- Les supports utilisés,
- Un rétroplanning avec les étapes principales à mettre en œuvre pour aboutir au mode de gestion le plus adaptée aux enjeux d'accueil de gestion et de valorisation d'un milieu naturel riche . Les scénarii proposés correspondront à la gestion et à la valorisation d'une zone et non à la gestion et à la valorisation d'une infrastructure. Il n'est pas demandé de gérer de l'immobilier pour un espace naturel, mais de gérer un espace naturel contenant plusieurs structures immobilières dans un enjeu de développement équilibré entre économie et protection des milieux.

Une feuille de route des actions détaille chaque étape. Elle doit être présentée (analyses, études à conduire pour la mise en œuvre du mode de gestion retenu) en tenant compte du calendrier de

renouvellement de la concession des chutes du Carbet [le contrat actuel prend fin au 01/06/2025]. Sont notamment précisées les actions préalables aux fins de permettre l'organisation pour un transfert de biens qui tiennent compte de l'existant.

- Un accompagnement à la mise en place de cette feuille de route.

1.7.1. Documents

Tous les documents d'étude et les rapports de chaque phase seront remis en version informatique.

Validation des livrables et réception des prestations :

D'une manière générale, les livrables seront proposés, puis validés suivant le schéma et dans les délais mentionnés ci-après :

- remise par le prestataire du ou des documents provisoires à l'issue d'une étape clé de l'avancement de la prestation ;
- délai de relecture du PNG et transmission au prestataire de remarques et commentaires, demandes de compléments ou corrections le cas échéant, dans un délai de 15 jours calendaires après la date de la remise du ou des documents provisoires ;
- remise du ou des documents définitifs par le prestataire sous 8 jours calendaires après réception des remarques du PNG ;

Lors des présentations prévues, le support de la présentation sera transmis au PNG (équipe désignée pour le suivi de ce projet), à minima 1 semaine avant la présentation afin de permettre des échanges sur le contenu, entre le prestataire et le PNG.

A l'issue de chaque réunions, le prestataire rédigera et transmettra au PNG, sous 8 jours calendaires, un compte-rendu exhaustif des échanges et décisions prises.

1.7.2. Réunions

La proposition est réputée intégrer l'ensemble des réunions auxquelles pourraient être amené à participer le bureau d'études, en tant que de besoin.

Il s'agit entre autres :

- des réunions de travail avec les services du Parc National de la Guadeloupe ;
- des visites de terrains ;
- des réunions de concertation en phase 2 (physique, téléphonique, visioconférence, etc.)

PRÉSENTATION DE L'OFFRE

L'offre est obligatoirement accompagnée d'un mémoire **permettant de présenter les points clefs de l'organisation et de la méthodologie du prestataire pour l'élaboration du projet.**

Le mémoire mentionnera obligatoirement :

- la présentation du bureau d'études ;
- le nom, qualité et expérience professionnelle des interlocuteurs pour la mission ; ainsi que leur CV
- une **décomposition justifiant le forfait de rémunération proposé et les temps affectés par phase de projet et par personne affectée ;**
- une méthodologie de la conduite de la phase entretiens, qui permettra d'identifier la part d'engagement des acteurs
- tout élément complémentaire jugé utile à l'analyse de la proposition.

Le mémoire de présentation n'excédera pas 40 pages dématérialisées.

La solution présentée devra également envisager une option de transfert de la concession existante avant la date d'échéance.

CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE DE L'OFFRE

	Points	Pondération
Note financière (montant offre/montant offre moins distante)	50	40 %
Note technique	50	60 %
Compréhension des enjeux et du contexte	15	
Adéquation du profil et compétences des personnes proposées pour mener la mission	20	
Pertinence du calendrier proposé	10	
Qualité du mémoire technique	5	

PRIX

Les prix sont établis en euros et sont forfaitaires.

L'ensemble de la mission à réaliser sera rémunérée par application d'un prix global et forfaitaire qui devra être décomposé par éléments de mission.

La décomposition du prix global et forfaitaire est à joindre dans l'offre conformément au modèle contenu dans le dossier de consultation.

Les prix du contrat sont révisables à la hausse comme à la baisse par application de la formule ci-après.

La formule de variation type utilisée est $P = P_o \times [I_o/I_m]$, avec :

- P = prix révisé
- P_o = prix initial
- I_o = valeur de l'index au mois M_o
- I_m = valeur de l'index pour le mois de référence (valeur du dernier indice connu le cas échéant)

L'index utilisé pour le calcul de la révision des prix du marché, et l'index ING – Ingénierie – base 2010 – identifiant 001711010 .

Le mois M_o correspond au mois précédent le mois de remise des offres.

Les prix comprennent :

- Les frais de déplacements sur site du prestataire et de son équipe le cas échéant ;
- Les frais d'hébergement et de restauration du prestataire et de son équipe ;
- D'une manière générale, l'ensemble des frais inhérents à la rémunération des intervenants pour la réalisation de la prestation (salaires, charges sociales, fiscales, assurance, etc ...) ;
- Les frais de coordination des membres du groupement par le mandataire le cas échéant ;
- les frais de coordination du ou des sous-traitant(s) le cas échéant ;
- Les frais de reprographie le cas échéant ;

- . Les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- . Tout autres frais jugés nécessaires pour la réalisation de la prestation, dans le respect des règles de sécurité en vigueur.
- .

Applications de la taxe sur la valeur ajoutée :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'auto liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées dès lors qu'elle dépasse 600€ HT.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

1 Retenue de garantie

Sans objet

2 Avance

Une avance de 12% du montant global de l'offre pourra être consentie à la demande du prestataire (case à cocher dans l'Acte d'Engagement).

3 Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance est échelonné, s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

L'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

MODALITÉS DE PAIEMENT

4 Régime de paiement et échéancier de paiement

Les prestations du marché sont réglées par acompte à l'issue de chaque phase dès remise du rapport définitif.

Des acomptes intermédiaires pourront être présentés :

- à mi-parcours de la phase I,
- à mi-parcours de la phase II.

5 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC et comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;

- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du marché (Engagement Juridique) ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du marché.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

6 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

7 Comptable assignataire des paiements

Agent comptable de l'Office Français de la Biodiversité et des établissements rattachés
Madame Anne Marie DOS REIS
125 impasse Adam Smith
Immeuble Tabella, ZAC aéroport
34470 Peyrols

Téléphone : 04 67 41 67 47 - Télécopie : 04 67 52 82 12

DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché autres que les prestations de fourniture dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code (marchés publics). Lorsque le marché est mixte (fournitures et services), la sous-traitance n'est possible que pour la partie relative aux services.

La présentation de sous-traitants peut-être effectuée lors de la remise ou en cours d'exécution du présent marché.

8 Désignations de sous-traitants en cours d'exécution du marché

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution des prestations, à conditions d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément. Il remet au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé (ou lui adresse par lettre recommandée avec A.R.) la déclaration de sous-traitance (modèle DC4). Ce document est téléchargeable sur le site du ministère des finances disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de la déclaration qui leur revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

En l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur pendant vingt-et-un jours à compter de la réception de la déclaration de sous-traitance, celle-ci est considérée acceptée.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

9 Règlement des comptes en paiement direct

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

OBLIGATIONS DE TITULAIRE

10 Dispositions relatives au code du travail

Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article R2143-3 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 et de l'article D 8222-5 du Code du travail, le titulaire s'engage à remettre à l'établissement, tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (*article D 8222-5-1°-a du code du travail*).
- Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (*article D 8222-5-1°-b du code du travail*).

Dans le cas où l'immatriculation du titulaire au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Dans le cas où le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le titulaire doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*article D 8222-5-1°-b du code du travail*).

Lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par le titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2, R. 3243-1 du code du travail.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, au service marchés de l'établissement, en recommandé avec avis de réception.

Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code, le pouvoir adjudicateur peut :

- Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 10% du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
- Soit résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

11 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

12 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat, décrites dans les pièces contractuelles du présent marché.

13 Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'Acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics..

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

14 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

DROIT

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

17 Voie et délai de recours

A défaut de parvenir à un accord à l'amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

En cas de contentieux, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif dans le ressort duquel se situe le Parc National de la Guadeloupe :

Tribunal Administratif de Basse-Terre

34, chemin des Bougainvilliers

Cité Guillard

97100 BASSE-TERRE

Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70

Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

Liste des dérogations au CCAG PI 2021 :

L'art. 10 du présent CCP déroge à l'art. 4.1 du CCAG PI

L'art. 16 du présent CCP déroge à l'art. 9.2 du CCAG PI

Fait à, le

en un seul original,

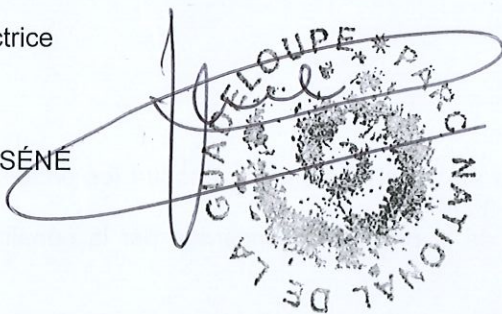
Le prestataire

(cachet et signature)

Fait à Saint-Claude le 14/08/2023

La directrice

Valérie SÈNE



Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français."

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité. Ce contrat doit le garantir contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou le PNG à l'occasion de l'exécution de la prestation objet du présent marché.

Le titulaire doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommage matériel ou immatériel qu'il causerait au PNG, à l'occasion de l'exécution de la prestation objet du présent contrat, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses employés.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, il doit justifier avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de ses responsabilités garanties.

LITIGES ET SANCTIONS

15 Pénalités pour retard

En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au marché le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 3000$.

Avec : P : montant de la pénalité, V : montant HT de la prestation concernée par la pénalité et R : nombre de jours calendaires de retard.

Le montant maximum des pénalités cumulées ne peut pas excéder 25% du montant total HT du marché.

16 Résiliation du marché

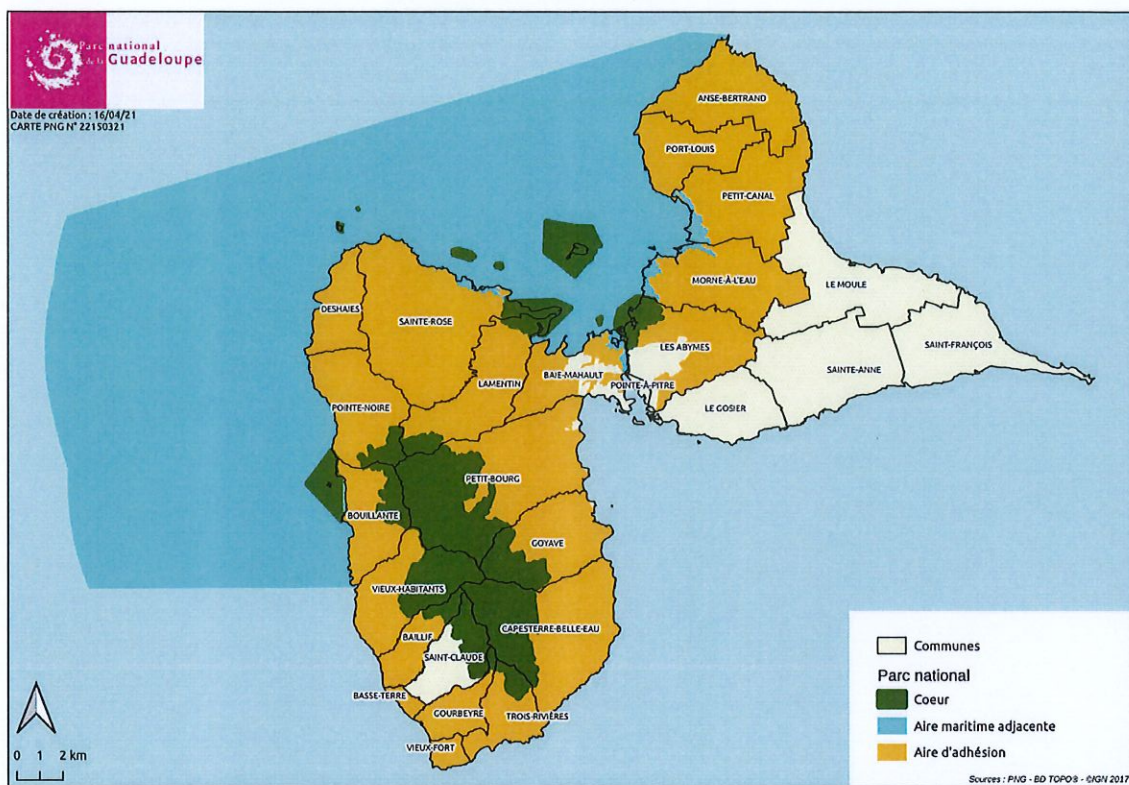
Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du marché ou de non respect des stipulations du marché par le titulaire, le PNG peut résilier le marché aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle du maître de l'ouvrage en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Résiliation pour motif d'intérêt général

A tout moment le PNG peut résilier le marché pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

ANNEXE I : CARTES



Zonages du Parc national de la Guadeloupe



Localisation du projet

